

**DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE**  
**FORAGE BSS002CRWJ**

Pisciculture du Courlis

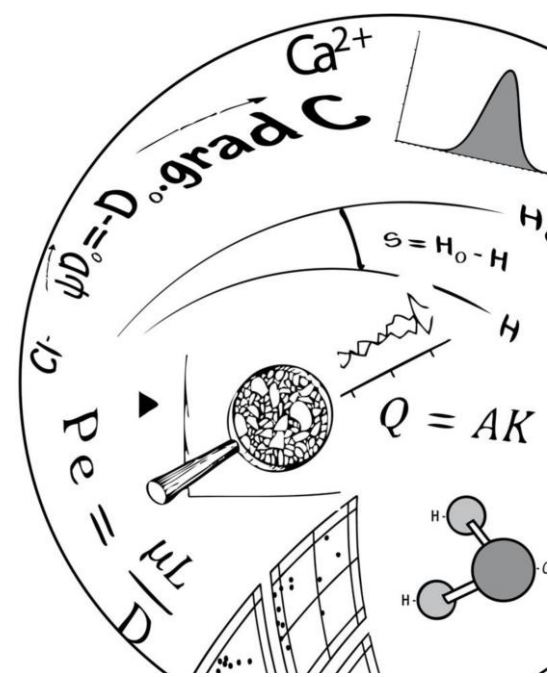
Rue de la Tuilerie 40170 MÉZOS

**Demande d'autorisation de prélèvement d'eau**  
**au titre du Code de l'Environnement**

**Décision examen cas par cas**

*(P.J. n°6 CERFA 15964-01)*

*Décembre 2021*





**Arrêté préfectoral du 22 septembre 2021  
portant décision d'examen au cas par cas n° 2021-11497 en application  
de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement**

**La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine**

Vu le code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2021-11497 relative à la demande d'autorisation de prélèvement pour un forage de pisciculture sur la commune de Mézos (40), reçue complète le 17 juillet 2021 ;

Vu l'arrêté de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine du 17 février 2020 portant délégation de signature à Madame Alice-Anne MÉDARD directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**Considérant la nature du projet** qui consiste en l'exploitation d'un forage créé en juillet 2016 pour alimenter un circuit fermé pour un élevage piscicole à Mézos ;

Étant précisé que le site fait l'objet d'un classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** que ce projet relève du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le forage est existant et que la demande d'examen au cas par cas ne concerne pas de travaux ;

**Considérant** les débits sollicités : 58 m<sup>3</sup>/h en continu, pour un volume global annuel de 508 080 m<sup>3</sup>/an ;

**Considérant** l'enjeu principal lié à la présence de deux forages AEP (alimentation en eau potable) situé sur le territoire communal à 1 et 1,3 km et implantés dans la nappe d'Arrengosse ;

**Considérant** que des essais de pompage ont été réalisés et que l'ouvrage est équipé d'un capteur de pression et d'un compteur permettant de réaliser un suivi continu des niveaux piézométriques et des volumes prélevés ;

**Considérant** que des périmètres de protection immédiate et rapprochée ont été instaurés autour du captage et que ce dernier a fait l'objet d'un avis de l'hydrogéologue agréé afin d'évaluer les interactions éventuelles entre l'exploitation de l'ouvrage et les forages AEP ;

**Considérant** que le projet fera l'objet d'une autorisation de prélèvement d'eau au titre des articles L. 214-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**Considérant** que cette demande sera instruite par les services de l'Agence Régionale de Santé conjointement avec les services de la Police de l'Eau qui vérifiera notamment l'étude d'incidence du projet sur les eaux souterraines ;

**Considérant** que dans le cadre de ces procédures les enjeux sanitaires feront l'objet d'un examen par les services de l'Agence Régionale de Santé ;

**Considérant** qu'il appartient au pétitionnaire de prendre toutes les mesures nécessaires au cours de l'exploitation des captages afin de prévenir un éventuel risque de pollution ;

**Considérant** qu'il ressort des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations spécifiques encadrant son autorisation, que le projet ne relève pas de l'annexe III de la directive 2014/52/ UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de prélèvement pour un forage de pisciculture sur la commune de Mézos (40) n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact.

### **Article 2 :**

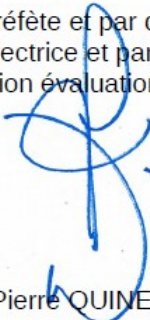
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine.

À Bordeaux le 22 septembre 2021

Pour la Préfète et par délégation,  
Pour la Directrice et par délégation  
Le Chef de la Mission évaluation environnementale



Pierre QUINET

## Voies et délais de recours

**La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.**

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :  
Madame la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine  
Esplanade Charles-de-Gaulle  
33077 Bordeaux-Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :  
Madame la ministre de la Transition Écologique  
Hôtel de Roquelaure  
246 boulevard Saint-Germain  
75007 Paris

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :  
Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux  
9 rue Tastet  
CS 21490  
33063 Bordeaux-Cedex